

Belém do Para et ses quartiers : contrastes et témoignages d'un espace dit urbain (Brésil)

*Agnès Serre **

Bidonvilles et taudis, misère et pauvreté reviennent régulièrement sur le devant de la scène à propos des villes d'Amérique latine. Belém, capitale de l'Amazonie orientale, localisée à l'embouchure de l'Amazone, n'échappe pas à ces clichés. Toutefois, cette ville possède aussi un patrimoine architectural de style néoclassique, vestige d'un passé glorieux lié à l'exploitation du caoutchouc. Et aujourd'hui, avec ses immeubles et ses tours de dix, vingt, voire vingt-cinq étages, la ville offre aux regards un modèle de développement urbain typique du continent américain. Ces contrastes sont d'autant plus frappants du fait de l'imbrication étroite des différentes situations: une résidence bourgeoise du siècle passé pouvant s'adosser à un immeuble de verre et d'acier tout en faisant face à un bidonville.

La topographie particulière du site de Belém, avec ses interfluves exondés séparés par des bas-fonds inondés sous le jeu des crues et des marées, a conditionné l'évolution de la ville au cours de ses quatre siècles d'existence. Elle a favorisé ce mélange de styles et d'époques au même titre que les politiques d'aménagement successives, témoignages d'une alternance entre les époques fastes et les périodes de déclin.

Le résultat est une mosaïque de situations urbaines les plus diverses dont, à première vue, l'implantation quelque peu anarchique semble être une des principales lignes directrices. Dans un tel contexte, l'objectif de cet article est de caractériser les divers modes d'occupation de l'espace rencontrés dans les quartiers de Belém.

Le cadre de l'étude

La ville de Belém s'est construite autour d'un fort bâti au début du XVII^e siècle par les Portugais à l'embouchure de l'Amazone afin de contrôler l'occupation de la région. En quatre siècles, deux périodes ont profondément marqué son développement en laissant leurs empreintes sur le paysage urbain actuel. La première est

* Urbaniste, docteur en socioéconomie du développement de l'École des hautes études de sciences sociales, Paris. Actuellement chercheur au Centre de recherches sur le Brésil contemporain - EHESS - et à l'Université fédérale du Para, NAEA, Belém/PA.

l'épopée du caoutchouc à la fin du XIX^e siècle. La seconde est la colonisation de l'Amazonie dans la seconde moitié du XX^e siècle.

L'exploitation du caoutchouc entre les mains des maisons de commerce basées à Belém a été une source d'enrichissement considérable. Belém, ville portuaire, « ... était devenue un centre politique de grande importance » [Marc, 1890, cité par Barata, 1973] et « ... fonctionnait comme un centre de redistribution des richesses tel le grand entrepôt du nord du Brésil... » [Reclus, 1900, cité par Penteadó, 1968]. À Belém, « ... les salaires étaient attractifs et supérieurs aux meilleurs salaires de Montevideo ou Buenos Aires... » [Cepeda, 1895] et la ville fonctionnait comme un « ... centre commercial extrêmement actif dont le coût de la vie était devenu le plus élevé du continent américain et dont la majorité des produits étaient importés du fait de l'inexistence d'un secteur industriel développé... » [Bates, 1944]. Le commerce du caoutchouc a créé de nombreux emplois qui, selon Penteadó [1968], ont attiré de nombreux migrants fuyant les sécheresses successives du Nordeste. Les retombées financières de ce commerce ont permis également de financer une politique ambitieuse d'aménagement urbain dont le principal instigateur est le sénateur Antônio José de Lemos. De 1897 à 1911, cet intendant municipal a transformé Belém en une ville digne des grands centres urbains européens et nord-américains de l'époque. D'après Reis [1972], « ... la majorité des rues étaient pavées de parallélépipèdes de granit provenant du Portugal..., une grande partie de la ville bénéficiait de l'éclairage public à gaz, d'un réseau d'égout et d'eau potable... » et disposait même d'un asile pour les mendiants [Penteadó, *op. cit.*].

De nombreuses bâtisses publiques ou privées ont été construites dans le respect de l'art néoclassique tels que le *Teatro da Paz* et le *Palácio do Governo*. Alors que la majorité des échanges se faisaient par voie fluviale, une voie de chemin de fer reliant Belém à son arrière-pays vit le jour. Des places publiques sont aménagées en squares, des manguiers sont plantés le long des principaux axes, le *Bosque Municipal*, parc arboré tel un espace de forêt primaire, est prévu, et l'un des premiers incinérateurs d'Amérique latine pour l'élimination des déchets est mis en service. Tous ces aménagements montrent que, bien avant l'heure, l'environnement semblait être au centre des préoccupations des décideurs. Leur localisation se concentre sur les zones hautes, puisque les bas-fonds étaient essentiellement utilisés pour les activités agricoles et pastorales. Ainsi, au début du siècle, Belém s'organisait autour de trois quartiers : Cidade Velha ou quartier du Fort, Comercio, où, comme son nom l'indique, se trouvaient tous les commerces, et enfin Campina, qui correspond aux zones les plus hautes essentiellement résidentielles. Cette situation est bouleversée lorsqu'en 1910, le Brésil perd le monopole de l'exploitation du caoutchouc. Belém, alors forte de ses 200 000 habitants, retourne progressivement à sa condition de ville isolée du reste du pays, dans une situation semblable à celle connue cinquante ans plus tôt. D'un point de vue urbanistique, ce retour en arrière se traduit par « des rues sans lumières, des quartiers sans eau en quantité suffisante et sans énergie pour permettre un développement industriel raisonnable » [Penteadó, *op. cit.*]. Et c'est ainsi que le rêve du « Paris des tropiques » s'achève [Cruz, 1973].

Un demi-siècle après l'épopée du caoutchouc, la colonisation de l'Amazonie offre à Belém les conditions d'un nouveau décollage économique. Rappelons que

la colonisation de l'Amazonie est un vaste chantier conduit à l'échelle d'un continent, semblable à la conquête vers l'Ouest dans la partie nord du continent, et qui n'a d'égal que l'extraordinaire impact médiatique qu'il a engendré. Avec un recul d'une trentaine d'années, les auteurs s'accordent à lui reconnaître les trois justificatifs suivants : politique, économique et social. Politique afin d'assurer l'intégrité du territoire national, et éventuellement faire face aux mouvements de guérillas déjà présents dans de nombreux pays voisins. Économique pour valoriser les immenses richesses du sol et du sous-sol amazonien. Social pour faire l'économie d'une réforme agraire et servir d'exutoire aux paysans chassés de leurs terres par la modernisation agricole dans les régions plus au Sud et par les sécheresses successives dans le Nordeste. L'ouverture de l'espace amazonien et son intégration au territoire national brésilien reposent sur la construction d'un réseau routier de plusieurs milliers de kilomètres. C'est l'époque de « l'Amazonie des routes » qui débute. Parallèlement au désenclavement routier, Belém voit s'implanter dans ses murs diverses institutions publiques et organismes fédéraux, devenant ainsi la pierre angulaire de cette intégration amazonienne. Parmi les mesures d'accompagnement de cette politique, il faut citer les importantes exonérations fiscales faites aux investisseurs potentiels nationaux et internationaux, également attirés par les attributions de vastes surfaces pour l'exploitation forestière ou l'implantation de ranches appelés *fazendas*. Certains migrants ont également bénéficié d'attributions foncières pour des superficies de l'ordre de 50 à 100 hectares selon les régions. Les autres ont toujours pu faire valoir le droit au *squatting*, coutume brésilienne, qui permet de devenir propriétaire d'un terrain par le seul fait de l'occuper un certain temps, en théorie un an en milieu rural et cinq ans en zone urbaine. Il est clair que ce caractère particulier du statut de la terre, de son acquisition et de la législation foncière, a conditionné en partie l'organisation actuelle de la ville de Belém.

Avec une telle politique, la croissance démographique de Belém s'est nettement accélérée dans la seconde moitié du XX^e siècle. La ville, qui comptait environ 250 000 habitants dans les années soixante, est devenue, en moins de trente ans, le cœur d'une agglomération d'environ deux millions d'habitants organisée sur plusieurs *municipes*¹. Cette croissance urbaine impressionnante n'est pas spécifique à Belém puisqu'elle concerne quasiment toutes les villes d'Amazonie brésilienne. Mais dans le cas de Belém, l'absence d'une politique urbaine à long terme comme ce fut le cas un siècle plus tôt, a favorisé l'occupation anarchique des terrains libres le plus souvent au détriment de l'environnement. En effet, pour compenser le manque de logements, des formes spontanées d'occupation de l'espace ont donné naissance à de vastes bidonvilles tant en centre-ville qu'en périphérie. C'est ainsi que, dès 1960, des migrants se sont installés sur les zones inondables du centre-ville, restées inoccupées car insalubres. Ces quartiers sur pilotis sont appelés *baixadas*. Puis, à partir des années quatre-vingt, face au manque de terrains disponibles en centre-ville, les occupations informelles de terrain se sont multipliées

1 *Município*, équivalent de la commune du système français. Il est dirigé par un *Prefeito*, maire, chef du pouvoir exécutif, élu au suffrage universel direct tous les quatre ans. Et la *Camara municipal*, conseil municipal, où siègent pour quatre ans les *vereadores*, conseillers municipaux, constitue le pouvoir législatif.

à un rythme soutenu en périphérie. Ces zones d'habitat précaire sont démunies de toute infrastructure de base.

Il est clair que la ville n'a pas su ou n'a pas pu mobiliser les moyens pour accueillir ces migrants dont les flots sont venus aggraver les difficultés de gestion urbaine posées par les conditions géoclimatiques de la ville

Matériels et méthodes

Administrativement, la région métropolitaine de Belém – RMB – est à l'origine constituée de deux municipes, Belém et Ananindeua, gérées de manière indépendante avec une coordination dans le cadre de la RMB. Puis, afin d'adapter les limites administratives à l'expansion urbaine décrite précédemment, le gouvernement de l'État du Pará, a décidé de modifier ce périmètre pour y intégrer les trois municipes voisins Marituba, Benevides et Santa Isabel (*figure 1*).

L'étude porte sur les 44 quartiers de la partie continentale du municipe de Belém². Elle a débuté par une étude bibliographique des fonds documentaires des instituts municipaux, régionaux et fédéraux chargés de la gestion et de l'aménagement de la ville de Belém. Puis, des entretiens auprès de certains fonctionnaires ont complété cette première étude. Ces entrevues se sont souvent révélées précieuses pour comprendre l'évolution de la structure urbaine de Belém. Toutefois, on constate que l'information se concentre toujours sur les mêmes quartiers du centre-ville, laissant de côté les quartiers récents de la périphérie. Ce manque d'uniformité des données nous amène à réaliser une enquête exhaustive sur tous les quartiers. Son objectif est triple. Dans un premier temps, il s'agit de collecter des informations quantitatives et qualitatives sur l'habitat, les équipements collectifs, les infrastructures de voirie, l'accessibilité et le système de transport. Puis, de cerner l'organisation sociale du quartier, en particulier apprécier le nombre et le rôle des diverses associations, ainsi que les procédures usuellement adoptées pour mobiliser des financements publics et privés. Enfin, elle a permis de discuter directement avec les habitants de l'histoire et du futur de leur quartier.

La réalisation de cette enquête conduite entre 1994 et 1997 a largement bénéficié de la bonne collaboration des deux structures fédératives concurrentes, qui regroupent chacune plusieurs centaines d'associations d'habitants de la région métropolitaine de Belém : la *Comissão dos Bairros de Belém* (CBB) et la *Federação Metropolitana das Associações de Moradores e dos Centros Comunitários* (FMAMCC). Dans un premier temps, les interlocuteurs étaient des responsables d'associations, de centres communautaires et d'écoles. Progressivement, le cercle des personnes interrogées s'est élargi aux membres des autres centres communautaires, aux religieux des diverses Églises, aux représentants des différents partis politiques, aux habitants de longue date et aux personnes âgées.

Le questionnaire comporte cinq grandes rubriques. Tout d'abord vient l'identification du quartier avec sa localisation, sa superficie, son histoire, les principales

2 Une modification des limites communales rendue officielle en 1996 est à l'origine de la différence entre le nombre des quartiers en vigueur (48) et celui des quartiers étudiés (44).

Figure 1 – Région métropolitaine de Belém : schéma d'ensemble et localisation

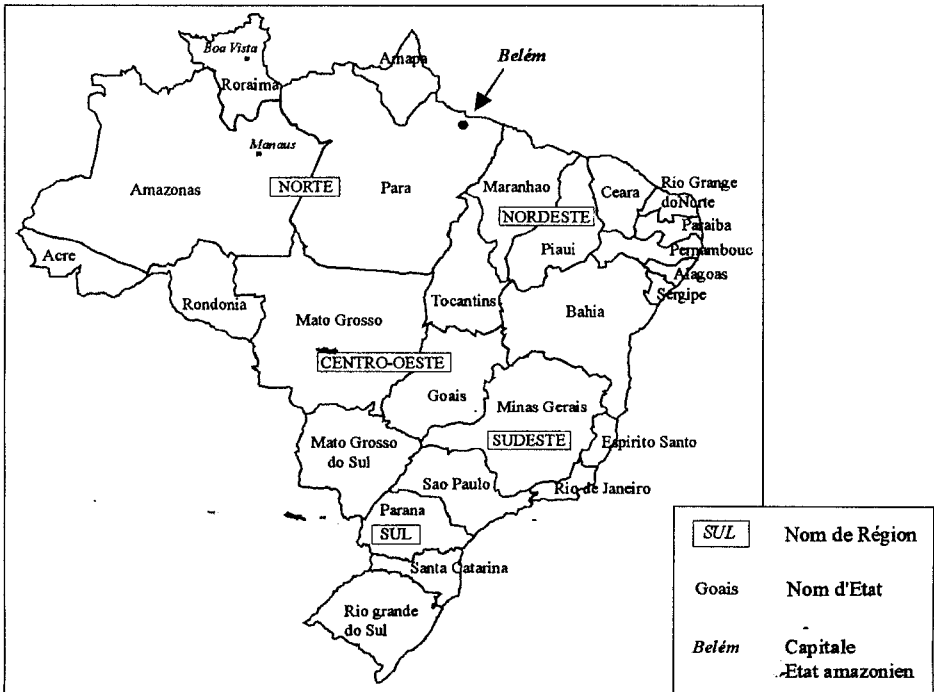
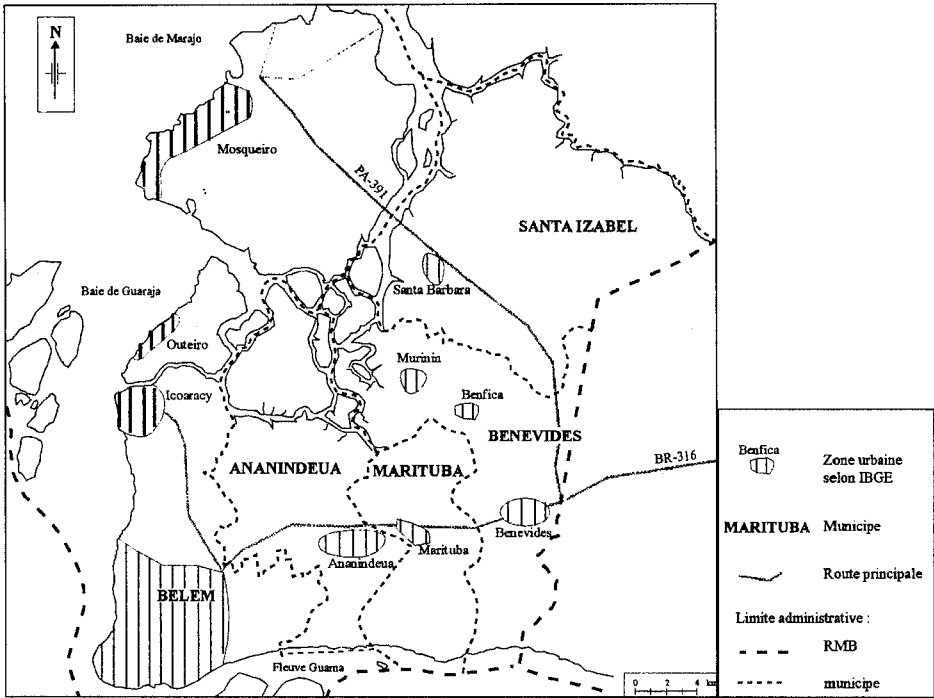


Figure 2 – Récapitulatif des variables utilisées pour l'analyse multifactorielle

Rubriques	Variables utilisées	Modalités
Localisation et identification du quartier	<ul style="list-style-type: none"> = Nom du quartier = Distance moyenne du centre-ville = Ancienneté du quartier = % de surface inondable = Mode d'occupation du sol 	<ul style="list-style-type: none"> nom moins de 15 km / plus de 15 km ancien / récent estimation pourcentage résidentiel formel / informel sur zone inondable / informel sur zone haute
Équipements collectifs		
1. Équipements d'infrastructure	<ul style="list-style-type: none"> = État de la voirie = Eau courante / canalisations officielles = Système d'assainissement = Ramassage des ordures ménagères = Niveau de desserte en transport en commun = Espace vert aménagé ou zone de loisirs 	<ul style="list-style-type: none"> Bon / mauvais eau courante / pas d'eau courante système d'assainissement / aucun système d'assainissement ramassage régulier / pas de ramassage nombreuses lignes de bus / peu de lignes de bus espace vert aménagé / pas d'espace vert
2. Équipements de superstructure	<ul style="list-style-type: none"> = Équipements scolaires = Équipements de santé = Marché libre (fréquence) = Équipements commerciaux = Établissements bancaires et postaux 	<ul style="list-style-type: none"> école / pas ou manque d'école poste de santé / pas de poste de santé marché / pas de marché supermarché / pas de supermarché banque et poste / pas de banque ni poste
Situation foncière	<ul style="list-style-type: none"> = Conflits fonciers = Occupation spontanée récente = % de la surface du quartier occupée par l'habitat illégal = Régularisation foncière récente = Réserve foncière, espace vert naturel 	<ul style="list-style-type: none"> foncier régularisé / désaccord foncier <i>oui ou non, localisation sur la carte du quartier</i> <i>estimation pourcentage</i> <i>oui ou non</i> réserve foncière / pas de réserve foncière
Situation socioéconomique des familles	<ul style="list-style-type: none"> = Nombre de familles / Population IBGE / IDESP = Nombre moyen d'enfants / famille = Origine des familles = Niveau moyen de ressources = Situation de l'emploi 	<ul style="list-style-type: none"> forte densité de population / faible densité moins de quatre / plus de quatre quartier de Belém / autre municiple ressources élevées / faibles ressources bassin d'emplois / peu d'emploi
Système associatif	<ul style="list-style-type: none"> = Nombre d'associations = Rapport entre apparition des associations et ancienneté du quartier 	<ul style="list-style-type: none"> nombreuses associations / peu d'associations même époque que le quartier / création récente

Figure 2 – Récapitulatif des variables utilisées pour l'analyse multifactorielle (suite)

Rubriques	Variables utilisées	Modalités
Image et perception du quartier	<ul style="list-style-type: none"> = <i>Flux de population</i> = Choix de l'habitat lors de l'arrivée d'une famille = Perception du quartier = type d'amélioration prioritaire 	<ul style="list-style-type: none"> stable / en hausse location à titre gratuit (famille, ami) / locataire / propriétaire amélioration / dégradation équipement infrastructure / équipement superstructure

Les variables notées en italiques sont des variables supplémentaires.

Source: Questionnaire d'enquête sur les quartiers de Belém, données organisées par AS.

formes d'habitat présentes et son accessibilité. Suit l'organisation physique du quartier comprenant un inventaire descriptif des sous-quartiers avec un accent particulier sur l'habitat, la situation foncière et les équipements d'infrastructure et de superstructure. La troisième rubrique concerne les informations sociodémographiques avec une évaluation de la population à partir des diverses sources, un recensement des associations, ainsi qu'une première approche des représentations politiques et religieuses. La quatrième rubrique est consacrée à l'évolution du quartier perçue par les habitants. Elle prend en compte les flux de population, l'extension ou la densification de l'habitat, ainsi que les diverses tendances en matière de qualité et de conditions de vie. Enfin, la cinquième rubrique est une carte à 1/12 500 établie par quartier où ont été reportées les informations collectées au cours des entretiens. Les données recueillies ont été directement transcrites sur un questionnaire semi-ouvert. Puis, elles ont été saisies sur support informatique en vue de l'analyse statistique.

La typologie des quartiers a été utilisée comme un outil méthodologique pour mettre en évidence la diversité des situations urbaines, c'est-à-dire identifier et caractériser des groupes homogènes de quartiers, correspondant chacun à une réalité urbaine de Belém où prédomine un mode d'occupation du sol décrit *infra*. Cette typologie a été élaborée à partir d'une analyse factorielle des correspondances (AFC) suivie d'une classification ascendante hiérarchique (CAH) sur les données d'enquêtes recueillies.

On distingue les variables actives des variables supplémentaires. Les variables actives sont celles utilisées pour la réalisation de l'AFC alors que les variables supplémentaires n'interviennent pas dans l'analyse. Apportant peu d'informations en termes de disparité ou considérant qu'elles sont de bonnes variables synthétiques à tester et à valider, ces variables supplémentaires n'ont pas été retenues dans le traitement des données et sont inscrites en italiques dans la figure 2, qui liste les variables utilisées pour réaliser l'analyse factorielle. Ces variables extraites du questionnaire ont fait l'objet d'une quantification afin de permettre leur traitement informatique. On relève que cette codification est le plus souvent binaire et que la majorité des variables sont de nature quantitative. On distingue six rubriques de variables.

La première rubrique concerne la localisation et l'identification du quartier. Outre le nom qui permet uniquement de repérer le quartier, cette rubrique comprend les deux variables actives suivantes : distance du centre-ville et ancienneté définie à partir de l'année d'apparition du quartier, à savoir ancien pour les quartiers apparus avant le XX^e siècle et récent pour les quartiers contemporains. La variable surface inondable est estimée à partir de la carte du quartier. La variable mode d'occupation du sol correspond au type d'occupation du sol rencontré de façon dominante dans le quartier. Elle différencie le résidentiel formel de l'informel sur zone inondable ou sur zone haute. Ces deux dernières variables, surface inondable et mode d'occupation du sol, sont considérées comme des variables supplémentaires et n'entrent pas en compte dans l'analyse. En revanche, nous verrons qu'elles constituent de bonnes variables synthétiques.

La deuxième rubrique s'intéresse à la situation des équipements collectifs. Deux groupes ont été constitués : les équipements d'infrastructure et les équipements de superstructure.

Pour les équipements d'infrastructure, six indicateurs permettent d'en apprécier le niveau et l'état de fonctionnement. Le premier est l'état de la voirie basé sur la présence ou non de routes asphaltées. Les routes goudronnées que le manque d'entretien rend impraticables sont considérées comme des routes non asphaltées. Le second concerne l'adduction d'eau courante en état de fonctionnement avec une localisation adéquate, à savoir au-dessus du niveau de l'écoulement des eaux usées. Le troisième analyse le système d'assainissement en vigueur avec ou non des égouts ou des fossés propres à cet usage. Ensuite, vient la situation du ramassage des ordures ménagères avec ou non une collecte effectuée régulièrement. La variable suivante s'intéresse à la desserte en transport en commun, à savoir combien de lignes de bus entrent dans le quartier, plus ou moins de cinq lignes de bus allant en direction du centre-ville. Et la dernière variable porte sur l'existence d'espaces verts aménagés ou d'espaces pouvant être considérés comme zone de loisirs.

Pour les équipements de superstructure, les deux premières concernent la présence des bâtiments à usage collectif, à savoir les établissements scolaires d'une part et de santé d'autre part. Puis, l'ossature commerciale du quartier avec la présence ou non de marchés et de supermarchés. Notons que la « présence de petits détaillants ou de débits de boissons » tels que les *mercadinhos* ou *barzinhos* n'entrent pas en compte dans l'analyse du fait de leur présence systématique dans tous les quartiers. Pour clore cette rubrique, on considère l'existence ou non d'établissements bancaires et postaux.

La troisième rubrique porte sur la situation foncière du quartier. Tout d'abord, on prend en compte si l'histoire du quartier est faite de conflits fonciers ou non, et si récemment des occupations informelles ont eu lieu. Puis, vient la variable surface d'habitat informel estimée en pourcentage à partir de l'information retranscrite sur la carte du quartier. Au même titre que la surface inondable précédemment citée, celle-ci est classée en variable supplémentaire. Puis, on considère les régularisations foncières menées par des instituts publics. Et enfin, on recense la présence ou non d'espaces verts naturels ou de réserves foncières importantes.

La quatrième rubrique traite des conditions socioéconomiques des habitants du quartier. La première variable est l'estimation de la population faite à partir

des données de l'institut régional, IDESP, environ 10 000 familles résidant dans le quartier. Puis, l'estimation du nombre moyen d'enfants par famille est pris en compte (plus ou moins quatre enfants). Vient ensuite l'origine des familles résidant dans le quartier. On différencie les migrations internes à Belém, celles qui viennent d'un autre quartier de Belém, des migrations externes. Enfin, la difficulté d'évaluer le niveau des ressources nous amène à étudier globalement la situation de l'emploi dans les familles, à savoir si au moins un membre de la famille a un emploi stable. Puis, le niveau des revenus est estimé par le nombre de salaires minimum perçus. Les quartiers dont la majorité des foyers ne touche pas plus d'un salaire minimum³ sont classés comme des quartiers à faibles ressources, les autres sont considérés comme des quartiers à ressources plus élevées. Cette classification s'inspire de l'étude menée dans le quartier de Terra Firme par l'ONG Essor-Apacc [1997], qui dévoile que près des 75 % des 5 200 foyers visités dans ce quartier vivaient avec au plus 100 dollars US dont 25 % avec moins de 30 dollars US.

La cinquième rubrique porte sur le système associatif à l'échelle du quartier avec le nombre d'organisations populaires actuellement en exercice dans le quartier, et l'époque de leur fondation.

Enfin, la sixième et dernière rubrique regroupe diverses informations relatives à l'image et à la perception que les habitants ont de leur quartier. La première variable concerne les flux de population, stables, c'est-à-dire que les départs sont compensés par les arrivées, ou en hausse de population. Puis vient la variable « évolution du cadre de vie », c'est-à-dire si les habitants sont satisfaits de la situation dans laquelle leur quartier se trouve actuellement ou s'ils regrettent une époque passée. Enfin, on considère le type d'amélioration prioritaire à effectuer dans le quartier. Au vu des réponses, une quantification a été effectuée : celles qui portent sur les équipements d'infrastructure, notamment l'assainissement et l'hygiène urbaine, et celles qui concernent les équipements de superstructure, soit principalement les établissements scolaires.

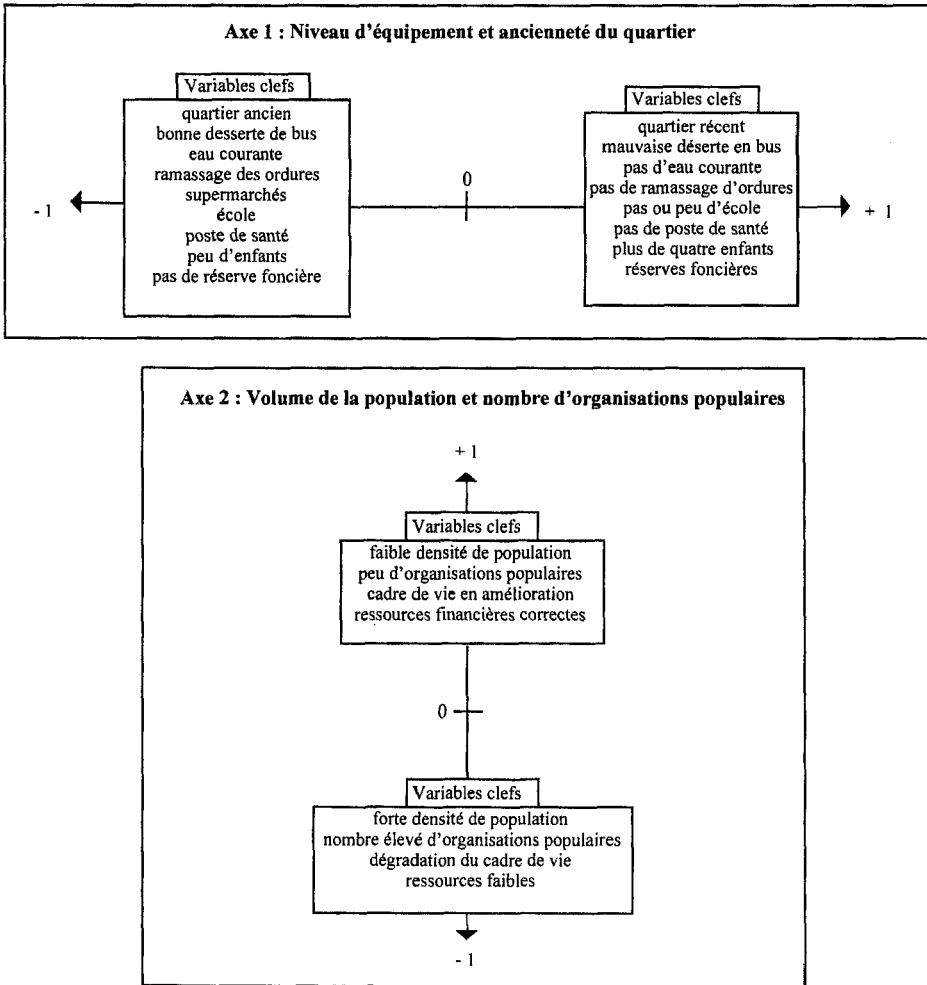
Une diversité des quartiers mise en évidence par la typologie

La figure 3 reprend axe par axe les variables les plus caractéristiques appelées variables clés de l'analyse factorielle. Il s'agit des variables dont la contribution à la construction de l'axe factoriel est supérieure à 4 %.

La figure 4 indique la représentation graphique des modalités des principales variables actives de l'AFC sur le plan factoriel constitué des deux premiers axes factoriels qui expliquent respectivement 35 % et 12 % de la variance totale. Pour simplifier la lecture de ce document graphique, sont reprises uniquement les variables qui décrivent le plus explicitement le quartier. Par ailleurs, une distinction a été faite parmi les variables descriptives, avec la présence d'équipement (en italique), leur absence (en gras).

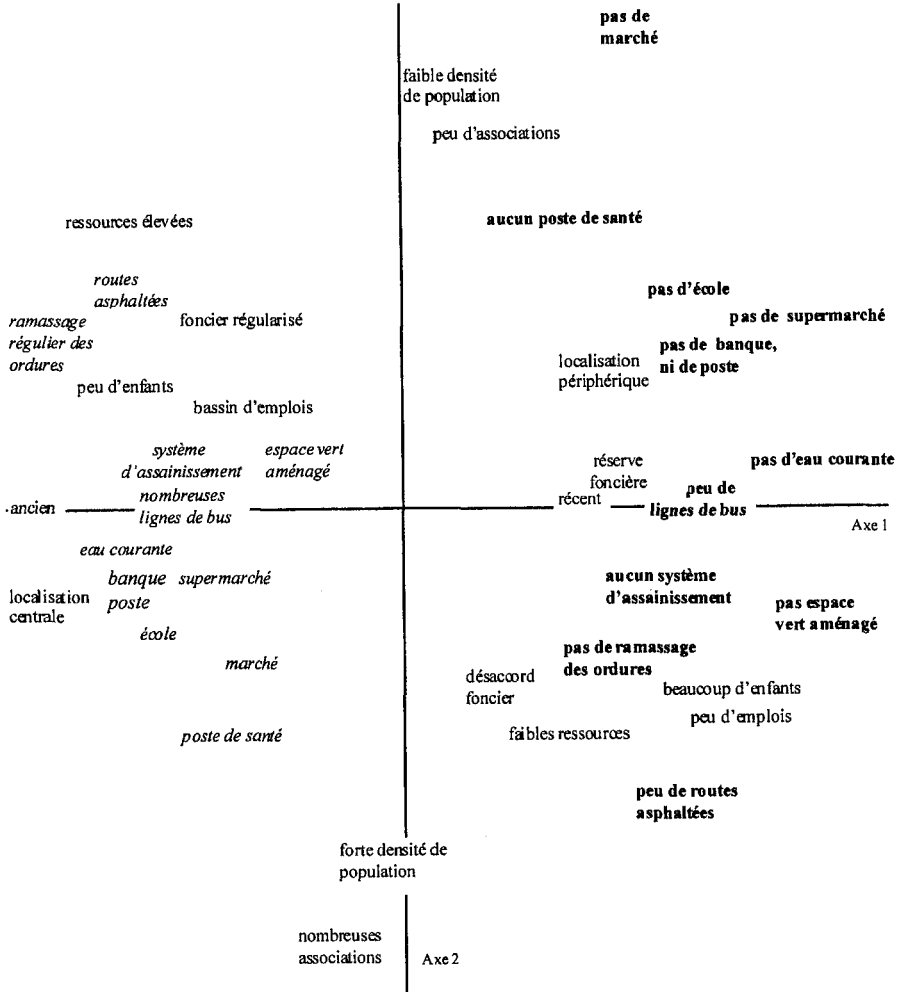
3 Le salaire minimum était de R \$120 (real) au moment des enquêtes pour un coût de la vie comparable à celui de l'Europe. À cette époque, le real connaissait une parité avec le dollar.

Figure 3 – Définition des axes factoriels à partir des variables clés



L'axe 1 caractérise le niveau d'équipement et l'ancienneté du quartier. Il différencie clairement les quartiers les plus anciens du centre-ville situés vers la gauche du plan factoriel des quartiers plus récents localisés sur la partie droite du même plan factoriel. Ces derniers sont les plus périphériques, dépourvus d'équipement et d'infrastructure de base. Parmi les principaux critères de différenciation, citons l'adduction d'eau courante et l'accès à l'électricité, l'environnement commercial tel que la présence de supermarchés, de banques et de bureaux de poste, l'existence d'un ramassage régulier des ordures ménagères ainsi que celle d'équipements scolaires et de santé. L'axe 2 caractérise le volume de la population fortement corrélé au nombre d'organisations populaires. Cet axe met en opposition les quartiers populaires fortement peuplés situés vers le bas du plan factoriel, des

Figure 4 – Représentation graphique des modalités des principales variables sur le plan factoriel 1 et 2



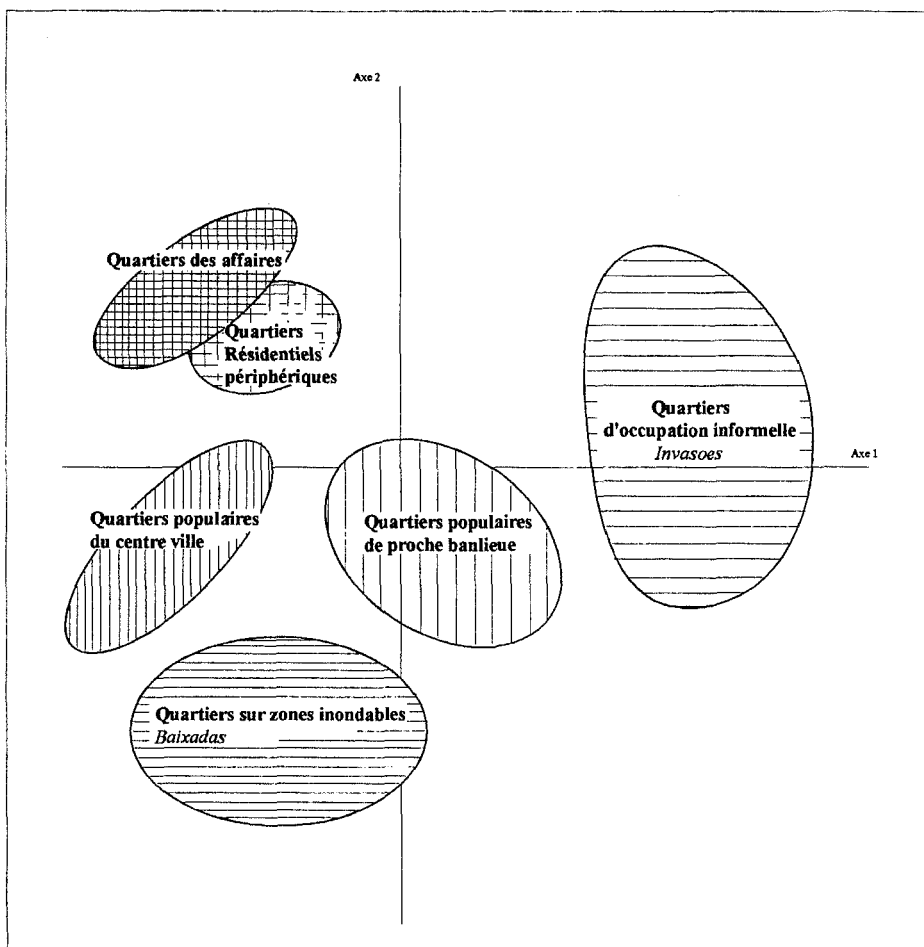
L'axe 1 caractérise le niveau d'équipement et l'ancienneté du quartier.
 L'axe 2 caractérise le volume de la population et le nombre d'organisations populaires.

Le noir est utilisé pour les variables descriptives. Les variables en caractères gras identifient la présence d'équipements, celles en caractères italiques en caractérisent l'absence.

quartiers chic de moindre densité localisés vers le haut. On retrouve aussi vers le haut les quartiers d'occupations informelles de faible densité. Il différencie également les quartiers centraux situés plutôt vers le bas du plan factoriel des quartiers périphériques généralement moins peuplés et donc localisés plutôt vers le haut.

La figure 5 montre sur le même plan factoriel la position et donc la situation des quartiers de Belém en fonction des modalités exposées précédemment. On y distingue les six grands types de quartiers mis en évidence par la typologie: quartiers

Figure 5 – Représentation graphique des types de quartiers sur le plan factoriel 1 et 2



Axe horizontal (1) représente le niveau d'équipement et l'ancienneté du quartier
 Axe vertical (2) représente le volume de population et le nombre des organisations populaires

Source : enquête sur les quartiers de Belém. Données organisées par AS.

des affaires, quartiers du centre-ville, quartiers de proche banlieue, quartiers sur zones inondables, quartiers d'occupations informelles et quartiers résidentiels périphériques. Ces groupes ont été établis à partir du classement effectué par l'analyse statistique de l'AFC. Pour une grande partie des quartiers, l'AFC a confirmé leur appartenance à tel ou tel type, pour d'autres, elle a permis de la préciser.

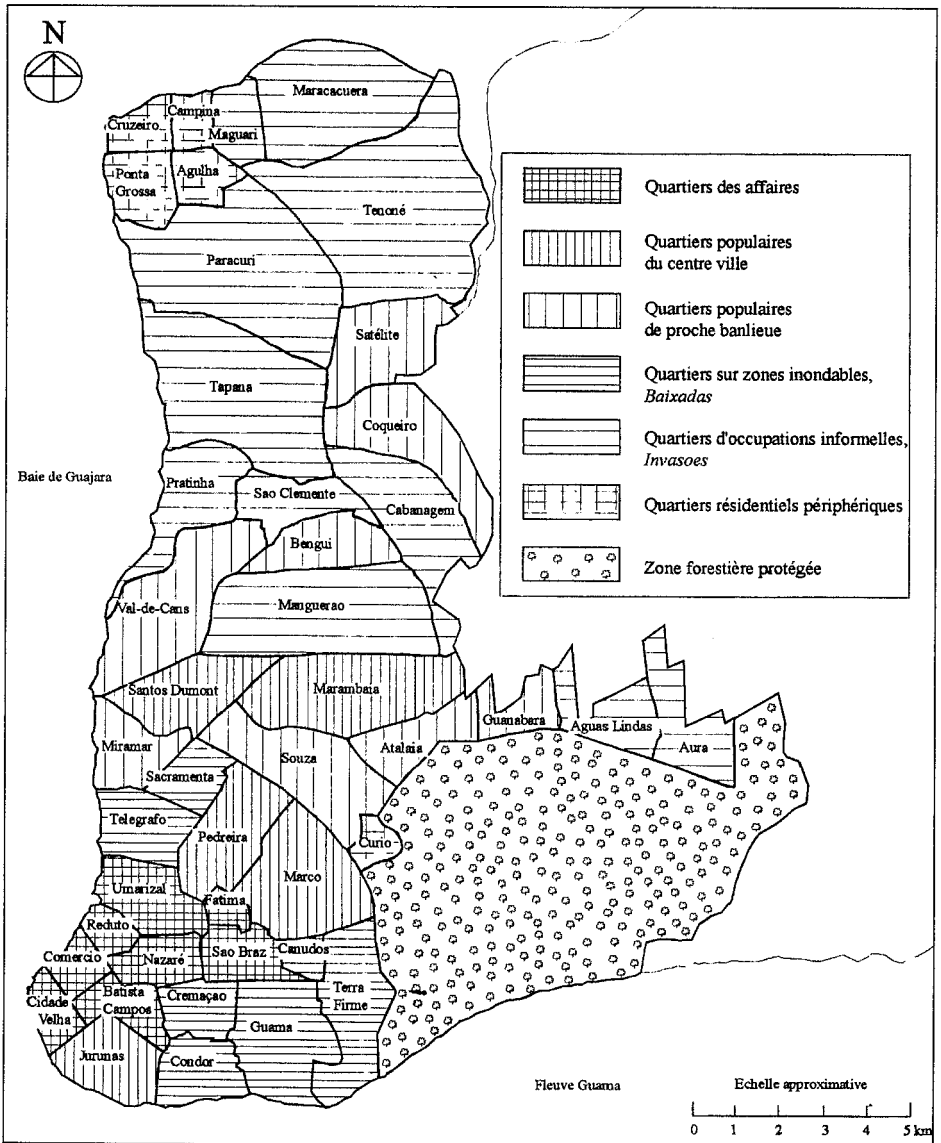
Enfin, la localisation géographique des quartiers de Belém par type est présentée sur la figure 6. Une description de chacun des six types en reprend les caractéristiques essentielles.

Les caractéristiques des quartiers du type *Quartiers des affaires* sont une localisation centrale, une relative ancienneté au moins supérieure à un siècle, un habitat de bonne qualité et un excellent niveau d'équipements collectifs. Dans ces quartiers qui constituent le centre historique de Belém, l'habitat est en partie vertical, immeubles de douze à vingt-cinq étages, et en partie horizontal, maisons coloniales, vestiges architecturaux très souvent réhabilités en sièges d'institutions publiques ou privées d'une part, et des maisons individuelles de construction moderne d'autre part. En fait, il s'agit des quartiers centraux où se concentrent les activités décisionnelles, commandant aussi bien les services que le commerce international, les transports et l'industrie. On y recense les sièges sociaux des diverses activités commerciales, administratives et politiques. Dans ces quartiers dotés d'une bonne desserte de transport, la circulation est congestionnée une grande partie de la journée. L'excellent niveau des équipements collectifs et leur diversification va de pair avec la fonction urbaine, l'ancienneté et la localisation centrale de ces quartiers. Par ailleurs, vu leur spécificité commerciale, ces quartiers présentent des densités de population parmi les plus faibles de Belém. À titre d'exemple, en 1997, les quartiers de Comercio et de Reduto présentent respectivement des densités de 55 et 93 habitants à l'hectare. Enfin, ce type compte également la plus grande surface d'espaces verts aménagés en places et squares. En revanche, ces quartiers sont les plus bruyants et l'air y est le plus pollué du fait de l'incessant trafic routier. Ce sont aussi les quartiers où les pointes de chaleur les plus élevées ont été enregistrées, ceci étant dû à la généralisation du macadam et à la perturbation des vents liée à la construction d'immeubles.

Les quartiers du type *Quartiers populaires du centre-ville* ont également une localisation relativement centrale et une accessibilité aisée mais ils sont nettement moins cossus. Sur l'ensemble de leur territoire, les infrastructures et les équipements collectifs sont globalement satisfaisants, c'est-à-dire en nombre suffisant pour satisfaire la demande de la population résidente. L'habitat prédominant est horizontal bien qu'on y recense de plus en plus d'immeubles. Il est fréquent qu'une fois l'immeuble construit, les routes le desservant soient refaites, améliorant ainsi l'accès et l'image de tout un pâté de maisons. Le cadre de vie est relativement calme et agréable surtout en dehors des grands axes de circulation. Quelques îlots d'habitations précaires persistent aux abords des marigots non canalisés, véritables égouts à ciel ouvert. Ces îlots sont appelés à disparaître à court ou moyen terme car ils sont, de par leur localisation, sujets à une forte spéculation foncière. En attendant leur aménagement et leur complète intégration dans la maille urbaine, les infrastructures de transport, les réseaux d'eau et d'assainissement ainsi que le niveau d'hygiène et le cadre de vie y sont particulièrement critiques et déficients. On notera que deux quartiers, Marambaia et Santos Dumont, font partie de cette catégorie bien qu'ils soient relativement plus éloignés du centre-ville. Mais ayant bénéficié de vastes programmes de construction de logements destinés aux familles de classe moyenne, ils présentent un niveau d'infrastructure correspondant à ce type de quartiers.

Le type *Quartiers populaires de proche banlieue* regroupe des quartiers contemporains, relativement éloignés du centre-ville et desservis en transports en commun de manière peu satisfaisante. L'habitat est principalement individuel et le niveau

Figure 6 – Localisation des quartiers de Belém par type



des infrastructures est moyen, voire médiocre. Les conséquences de cette localisation périphérique et de cet isolement sont nombreuses. On peut citer l'absence d'entretien des infrastructures de voirie qui sont souvent délabrées voire impraticables surtout en saison des pluies, le manque d'équipements collectifs, notamment écoles et postes de santé, la mauvaise desserte interne qui transforme les zones les plus périphériques en véritables culs-de-sac, le manque de commerces et de grandes surfaces et l'irrégularité du ramassage des ordures, rarement plus d'une fois par semaine.

Tous ces aspects se combinent pour donner une image peu reluisante à ces quartiers. Et pourtant, la population apprécie souvent le cadre de vie, relativement calme, loin de toute circulation importante. Pour compenser l'absence d'une structure commerciale officielle, une économie informelle s'est mise en place. Elle se traduit par la multiplication de petits points de vente, soit chez des particuliers qui ont réservé une partie de leur maison à cette fonction, soit dans des garages ou autres espaces semblables aménagés à cette fin.

Mentionnons que le quartier Atalaia a bénéficié de l'implantation récente d'un grand centre commercial qui s'est accompagnée de la mise en service d'infrastructures adaptées et d'une forte spéculation foncière sur les terrains avoisinants.

Le type suivant correspond aux *Quartiers sur zones inondables, baixadas*. On entend par *baixadas* les quartiers situés sur des terres inondables ou régulièrement inondées dont la limite supérieure d'altitude est la courbe de niveau correspondant à la cote 4⁴. Situés dans le périmètre du premier legs patrimonial⁵, ils sont proches du centre-ville. Ils ont été investis au début des années soixante, par les familles pauvres n'ayant pas accès au marché immobilier. L'habitat est constitué de maisons en bois, construites soit directement sur l'argile couverte par un remblai précaire, soit sur pilotis, sur des terrains inondés en permanence où débouchent les égouts des habitations des aires plus élevées. Circuler dans ces quartiers est parfois délicat car les passerelles en bois ne sont pas toujours entretenues. Sur certaines parties asséchées au fil du temps par toutes sortes de remblais – pierres, débris divers, ordures ménagères, graines d'*acai* provenant du fruit d'un palmier qui par décortication donne un breuvage très apprécié et populaire –, des maisons en dur ont été construites mais le plus souvent elles s'enfoncent dans le sol au gré des infiltrations. Le réseau d'électricité est précaire, car résultant du « piratage » des réseaux des terrains d'altitude supérieure des quartiers limitrophes. La situation du réseau d'eau n'est pas plus brillante. Il est fréquent de voir des canalisations percées au dessous des passerelles, trempant dans les eaux du fleuve lors de la marée haute. L'unique système d'assainissement consiste à évacuer les eaux usées sous les maisons. Mais étrangement, malgré l'insalubrité élevée, l'absence totale d'un système d'assainissement combiné avec un ramassage des ordures ménagères épisodique, le niveau d'équipement collectif est relativement correct. Cela s'explique en partie par la proximité du centre-ville, mais aussi par le fait que ces quartiers dont la densité peut atteindre 400 personnes à l'hectare sont de véritables bassins d'électeurs. Ils ont donc bénéficié, surtout en période préélectorale, de l'installation d'infrastructures correctes mais de qualité aléatoire qui de ce fait se dégradent rapidement.

Le type *Quartiers d'occupations informelles (invasões)* regroupe des quartiers dont l'aménagement n'a pas été programmé. Ces occupations concernent des terrains forestiers ou laissés en friche, qui se caractérisent par la construction rapide

4 On retient la cote 4 en prenant comme référence les photos aériennes de Belém et en tenant compte du niveau moyen de l'océan conformément à l'orientation de l'IBGE.

5 Le premier legs patrimonial correspond à l'espace concédé à la ville de Belém par le *Coroa Portuguesa* à travers la *carta de Doação e Sesmarias* en 1627. Il comprend les terres comprises dans un rayon de six kilomètres centré sur le fort Presepio.

Figure 7 – Typologie, modes et caractéristiques d'occupation du sol

Type de mode d'occupation du sol (% des 44 quartiers)	Localisation	Ancienneté	Habitat
1 Résidentiel bourgeois 18 %	centre ville	ancien 17 ^e -18 ^e -19 ^e	horizontal et vertical d'excellente qualité
2 Résidentiel populaire de centre ville 11 %	relativement proche du centre ville	contemporain	horizontal, construction récente d'immeubles, lotissements collectifs
3 Résidentiel populaire de proche banlieue 18 %	proche banlieue	contemporain	horizontal, état souvent délabré
4 Quartiers sur pilotis Baixadas 16 %	centre ville	contemporain années 1950 / 60	individuel : en dur sur les zones asséchées, en bois, précaire et insalubre
5 Occupations illégales Invasões 25 %	périphérique	récent années 1980 / 90	individuel : précaire, en bois et matériaux de récupération, parfois collectif : lotissement
6 Résidentiel périphérique 11 %	périphérique mais centre secondaire	contemporain début des années 50	individuel : pavillons cossus ou maisons plus modestes, parfois collectif : lotissement

de plusieurs dizaines de cabanes en bois devenant le jour même le logis de familles. Le temps, l'éventuel propriétaire et l'appui politique sont des facteurs déterminants dans le devenir de ces *invasões*. Si le propriétaire est un particulier, il devra prouver son statut à grand renfort de documentation officielle, ce qui peut se révéler difficile; s'il s'agit d'un terrain appartenant aux pouvoirs publics, ceux-ci devront, surtout en période préélectorale, discuter et laisser faire pour ne pas ternir leur image et perdre des électeurs. Une fois toute la documentation réunie, le propriétaire peut exiger l'expulsion des familles installées sur son terrain, expulsion qui sera réalisée par la police. Notons que les appuis politiques peuvent permettre d'éviter ce rapport de forces à travers une négociation tripartite entre le propriétaire, les représentants de la population organisés en association et le représentant politique qui ménage ainsi son bassin d'électeurs. Pour confirmer l'imbrication étroite de la politique locale, les premières grandes

Figure 7 – Typologie, modes et caractéristiques d'occupation du sol

Niveau de desserte	Equipements		Environnement
	infrastructure	superstructure	
excellent	entretenus	nombreux diversifié entretenus	bryant, flots de chaleur, pollution atmosphérique, espaces verts aménagés
bonne desserte parfois insuffisant en nombre	principales correctes secondaires mal entretenus	suffisant par rapport à la population résidente	relativement bruyant
liaison externe correcte en limite de quartier, mauvaise desserte interne	mal ou non entretenus	insuffisant en nombre et en qualité	relativement calme caractère rural en périphérie
bonne liaison externe en limite de quartier, desserte interne difficile	principales mal entretenues, passerelles précaires	correct parfois insuffisant en nombre et en qualité	insalubre, pollué, aucun espaces libres
liaison externe insuffisante en nombre, desserte interne inexistante	principales mal entretenues, secondaires parfois impraticables	inexistant	calme caractère rural réserves foncières
liaison externe insuffisante en nombre, desserte interne centralisée	principales mal entretenues, secondaires correctes sauf en périphérie	correct	calme cadre de vie agréable

invasões, chapeautés par des politiciens, qui virent là un moyen de s'assurer une base électorale, sont devenus des quartiers populaires qui portent encore le nom de leurs leaders politiques.

Les *baixadas* (type précédent) sont en fait d'anciennes *invasões* puisqu'il s'agissait d'occuper des terrains non légitimés. Au cours des années quatre-vingt, le processus d'*invasão* connut une telle apogée qu'il est devenu un véritable mode d'urbanisation. Une *invasão* se caractérise par un habitat précaire, une absence totale d'infrastructure et d'équipement collectif et une population à bas revenus sans emploi régulier. Elle s'apparente donc plus à un espace rural en attente d'être urbanisé. On remarque que dès que le risque d'expulsion est passé, la situation peut évoluer très vite, généralement sous le jeu des hommes politiques, vers une intégration de cette zone dans la maille urbaine. Ainsi, des infrastructures de base sont réalisées, des lignes de bus sont prolongées pour desservir cette zone et on

note que les maisons sont consolidées. Ces éléments sont à mettre en relation avec un début de spéculation foncière.

Le dernier type *Quartiers résidentiels périphériques* regroupe des quartiers plus connus localement sous le nom d'Icoaracy, village périphérique, relativement ancien, en bordure du fleuve. Selon Penteado [1968], Icoaracy a comme origine l'exploitation agricole des frères Carmes, alors séparée de Belém par une grande zone de forêt. Outre la particularité d'une localisation périphérique et une identité communautaire, ces quartiers se caractérisent par une desserte insuffisante, un habitat pavillonnaire, un niveau d'infrastructures et d'équipements correct et enfin, une certaine qualité de vie due au caractère « balnéaire » du site. Il s'agit en effet des plages les plus proches de Belém appréciées par la population des quartiers plus centraux. Sa structure urbaine dévoile un schéma d'ensemble cohérent datant de la seconde moitié du XX^e siècle avec des blocs ou pâtés réguliers de maisons séparés par des rues et des perpendiculaires larges. L'habitat y est essentiellement individuel, composé de grandes maisons en bord du fleuve et de maisons plus modestes ailleurs, voire de maisons en bois sur les zones inondées. Icoaracy forme un centre secondaire relativement bien pourvu en équipements collectifs. Il est possible de vivre à Icoaracy sans avoir besoin de se rendre dans les quartiers du centre-ville. Toutefois, mentionnons de nouveau que les infrastructures de transport pour desservir ces quartiers restent le point noir, notamment en saison des pluies.

Discussion et conclusion

Cette typologie des quartiers permet de dresser un diagnostic urbain qui s'articule autour de trois points : une concentration géographique des fonctions urbaines, une dégradation progressive de l'environnement et une situation foncière toujours plus complexe.

Une concentration géographique des fonctions urbaines

La principale caractéristique de Belém est d'être située sur une presqu'île. De ce fait, la ville est tournée sur elle-même, coincée entre fleuve et forêt, ce qui rend son accessibilité difficile. Cette position géographique stratégique était un avantage indéniable lors de sa fondation pour se protéger et surveiller l'occupation de l'espace amazonien. Elle devint avec le temps un inconvénient considérable car limitant les échanges et donc le développement économique.

De plus, en 1940, cet enclavement et ce manque d'accessibilité sont renforcés avec la mise en œuvre du second legs patrimonial. Il s'agit d'un ensemble de terres d'une surface équivalente au noyau initial de la ville, soit 4000 hectares, localisées en limite immédiate du premier legs, et attribuées par le gouvernement fédéral à diverses institutions gouvernementales⁶. À l'origine, cette concession devait limi-

6 Il s'agit des institutions suivantes : Université fédérale du Pará, Embrapa/CPATU, Compagnies d'électricité du Pará et de la région Nord, Compagnie des eaux et les Armées de Terre, de la Marine et de l'Aviation.

ter l'expansion de Belém à cette zone, ce qui a indéniablement accentué le phénomène de concentration. Appelée « ceinture institutionnelle » du fait de son tracé en forme de ceinture d'un demi-cercle entourant le noyau initial de la ville, elle empêche tout échange en dehors des passages prévus. Aujourd'hui encore, seulement trois voies d'accès permettent d'entrer dans Belém où sont concentrées toutes les fonctions urbaines. Il est aisé d'imaginer la congestion qui en découle aux heures d'entrée et de sortie des bureaux.

Par ailleurs, la topographie du site favorise également cette concentration des fonctions urbaines sur un nombre restreint de quartiers centraux. En effet, dans la limite du premier legs patrimonial, 40 % des terrains se situent en dessous de la cote 4, correspondant ainsi à l'emplacement des *baixadas*. À travers les siècles, ces zones d'insalubrité se sont révélées être de sérieux obstacles à l'harmonisation de l'urbanisation de la ville [Penteado, 1968; Cruz, 1973]. D'après les statistiques régionales, plus de 65 % de la population du centre-ville réside dans ces quartiers souvent insalubres mais proches du centre-ville.

Une dégradation de l'environnement et du cadre de vie

L'expansion de la ville de Belém ne prend pas en compte le milieu naturel. Avec la généralisation des occupations informelles en périphérie de Belém, la croissance se réalise au détriment de l'environnement. La pollution urbaine se décline sous plusieurs formes. Beaucoup de cours d'eau et de marigots servent d'égouts à ciel ouvert. On note des dépôts d'ordures un peu partout du fait de l'absence d'un ramassage régulier ainsi que de nombreuses décharges sauvages. La pollution atmosphérique associée aux fortes chaleurs, à une mauvaise ventilation et à la généralisation du macadam concerne les quartiers du centre-ville. Belém n'étant pas une ville industrielle, on remarque que la part de pollution industrielle est en revanche limitée. Il semblerait que la pollution soit due à la combinaison d'une politique laxiste d'évacuation et d'élimination des déchets urbains et au manque de sensibilisation et d'éducation de la population.

Par ailleurs et paradoxalement, plus le niveau d'équipements s'améliore et facilite la vie au quotidien, plus la qualité de vie se dégrade. L'hypothèse que la qualité de vie connaît une évolution inverse au cadre de vie est confirmée par la nostalgie du passé dans les quartiers qui sont globalement les mieux équipés. Cette nostalgie concerne la tranquillité, le calme, les relations de voisinage face au bruit, à la pollution, au danger permanent du trafic routier, aux « îlots de chaleur », aux problèmes de sécurité de jour comme de nuit, et à l'anonymat des quartiers centraux. D'un autre côté, les égouts à ciel ouvert et les routes défoncées des quartiers populaires tendent à infirmer cette hypothèse. Cependant, tout en reconnaissant ces lacunes, la population apprécie les bonnes relations de voisinage qui favorisent l'entraide et permettent une autosurveillance des maisons et des enfants jouant dans la rue, ainsi que le maintien de la tradition villageoise de s'installer et de discuter sur le pas de sa porte. Même si l'asphaltage d'une rue s'accompagne certes d'une nette amélioration de l'accès aux maisons, il va de pair avec le début de l'anonymat et surtout avec l'apparition du danger permanent de la circulation.

La complexité de la situation foncière

La typologie a mis en évidence la diversité des situations foncières dans les quartiers de Belém. Comme partout, la valeur du sol est fonction de la desserte et du niveau des équipements collectifs. À Belém, cela se traduit par l'évolution d'un quartier vers le type « supérieur », c'est-à-dire ayant un niveau d'équipement et d'infrastructure plus élevé. Cette tendance dévoile une dynamique des modes d'occupation du sol allant souvent dans le sens d'une amélioration des équipements et des infrastructures.

Les quartiers du type *Quartiers des affaires* sont confrontés à une spéculation excessive sur les zones hautes et centrales. Elle se traduit par la multiplication d'immeubles de grande hauteur, mode d'urbanisation à la verticale, moyen bien connu et fréquemment utilisé pour créer du sol à valeur spéculative élevée. Remarquons qu'elle va de pair avec la disparition progressive des espaces libres allant à l'encontre de toute politique de préservation de l'environnement.

Les quartiers du type *Quartiers populaires du centre-ville* connaissent une densification de l'habitat. Elle se réalise par la duplication de maisons individuelles sur des terrains relativement petits et par la construction d'immeubles qui s'accompagne d'une amélioration des équipements avoisinants comme décrit précédemment. Leur localisation dans le périmètre du premier legs patrimonial, la disparition progressive des terrains à bâtir, l'amélioration lente mais certaine des équipements et l'élargissement du rayonnement du centre-ville sont autant d'éléments qui dévoilent une évolution des quartiers du type *Quartiers populaires centre-ville* vers ceux du type *Quartiers des affaires*. Ainsi, ils ne formeront plus qu'un ensemble homogène qu'on identifiera comme le « cœur de Belém ».

Les quartiers du type 3, *Quartiers populaires de proche banlieue*, connaissent une relative densification de l'habitat qui va de pair avec la mise en service d'infrastructures de base. Les terrains situés dans l'aire de desserte de ces équipements prennent de la valeur, ce qui a comme conséquence directe le départ des familles les plus humbles qui est compensé par l'arrivée de familles plus aisées à la recherche d'un cadre de vie plus tranquille. Ces tendances amènent à avancer l'hypothèse d'une évolution vers le type *Quartiers populaires du centre-ville* dont le moteur serait la mise en service d'équipements.

Localisés sur des terrains à valeur ajoutée élevée du fait du manque d'espace dans le centre-ville, mais encore préservés par leur caractère inondable, les *Quartiers sur zones inondables* ont ou feront l'objet de spéculations immobilières. En effet, leur aménagement s'accompagne systématiquement d'une valorisation immédiate des terres et ceci généralement au détriment de la population locale. L'exemple du *Canal Doca de Souza Franco* est frappant. Cette ancienne *baixada* dont l'aménagement du marigot remonte à la fin des années soixante-dix, a connu une telle métamorphose qu'aujourd'hui peu de personnes se souviennent de l'époque des ponts et passerelles en bois. Cette zone, actuellement classée dans la catégorie des *Quartiers des affaires*, est devenue un lieu privilégié d'implantation de banques, de restaurants et de diverses entreprises. De ce fait, la population initiale est partie loger dans des quartiers périphériques moins prisés. Bien que les *baixadas* appartiennent à l'histoire du peuplement de Belém, il est clair qu'à long terme, avec l'aide des financements nationaux et internationaux successifs, elles seront

appelées à disparaître du décor urbain. La volonté d'éradiquer ces zones d'insalubrité est louable, mais elle devrait s'accompagner de mesures efficaces et adéquates pour reloger de manière correcte la population résidente, car déplacer le problème, ce n'est pas le résoudre.

Dans le cas des quartiers du type 4, *Quartiers d'occupations informelles*, dont le nombre ne cesse de croître, la situation foncière se complique avec le temps. À l'origine, un terrain occupé illégalement est souvent un terrain en friche (ancienne exploitation agricole, forêt primaire) ou un terrain en attente d'être urbanisé (emplacement réservé à la construction d'équipements tels un poste de santé, un parking pour un stade). Sa valeur foncière est peu élevée. Devenant un terrain habité, sa valeur augmente. La complexité de la situation foncière se révèle pleinement lors de la définition du ou des propriétaires. Initialement, ce terrain appartenait à une personne physique ou morale. Or, les familles installées se considèrent aussi comme les propriétaires et il est fréquent qu'elles revendent leur maison à d'autres familles qui en deviennent à leur tour les propriétaires. Toutes ces transactions se réalisent le plus souvent sans aucun document officiel. La lourde tâche des pouvoirs publics est de régulariser le statut de la terre en indemnisant les uns et en octroyant des titres d'occupation aux autres. À cela s'ajoute la forte demande en logements sociaux non satisfaite par les pouvoirs publics qui conduit certains acteurs, véritables professionnels de l'occupation illégale, à organiser des *invasões* dans l'unique objectif de revendre leurs lots. D'après l'information recueillie, il semblerait qu'environ 40 % des lots aménagés sur un terrain occupé illégalement seraient rapidement loués ou revendus. Par ailleurs, ces zones d'occupations deviendront un jour des quartiers du type *Quartiers populaires de proche banlieue* lorsque des équipements y seront construits et que le niveau d'accessibilité y sera meilleur. Parallèlement, les transactions immobilières augmenteront, même une cabane en bois prendra de la valeur puisque son environnement est appelé à être équipé. Certaines familles, généralement pas les plus démunies, profiteront de la conjoncture pour vendre leur « maison » ou la moitié de leur terrain de façon à améliorer leurs revenus habituels. Et, dans l'attente de participer à une nouvelle occupation illégale pour « y tirer un lot », le logement de ces familles sera assuré chez des amis ou de la famille. L'utilisation des *invasões* comme moyen de spéculation donne naissance à un cycle qui va à l'encontre d'une politique d'aménagement urbain. Et c'est ainsi que de grandes portions du territoire de Belém, aujourd'hui considérées comme des quartiers populaires, sont d'anciennes occupations informelles. Il en résulte un phénomène intéressant dans l'imaginaire collectif du peuple beléense : obtenir un toit par le biais d'une *invasão* est devenu un droit coutumier pouvant être assimilé aux mouvements des sans-toit ou à celui des sans-terre en milieu rural.

GLOSSAIRE

• *Accessibilité*: L'accessibilité caractérise le niveau de desserte et influence fortement le niveau des valeurs foncières. La desserte d'un lieu est liée à la proximité des points d'arrêt des transports publics, à leur fréquence, à leur temps de trajet, aux destinations qu'ils permettent d'atteindre.

• *Densité*: Rapport entre un indicateur statistique (population, logement, emploi...) et une surface. Le concept de densité doit être manié avec précaution, car pour être fiable, cet indicateur doit comparer des ensembles homogènes. Or, comparer les densités entre les parcelles où l'habitat vertical est majoritaire et celles où l'habitat prédominant est horizontal et individuel constitue un biais certain. Pour le premier groupe, la surface de plancher hors œuvre, c'est-à-dire la surface de plancher habitable, sera plus élevée que la surface au sol. Alors que dans l'autre cas, la surface habitable sera quasiment égale ou légèrement supérieure à la surface au sol.

• *Équipement*: On désigne comme « équipements collectifs », ou parfois comme « équipements » tout court, l'ensemble des installations, des réseaux, des bâtiments qui permettent d'assurer à la population résidente et aux entreprises les services collectifs dont ils ont besoin. On distingue en particulier:

– les équipements d'infrastructure: réseau et aménagement au sol ou sous-sol (voirie et stationnement, transport et communication, eau et canalisation, énergie, espaces collectifs aménagés);

– les équipements de superstructure: bâtiments à usage collectif (administratifs, éducatifs, sanitaires, commerciaux, culturels, sportifs...).

• *Infrastructures*: Ensemble des installations réalisées au sol ou en souterrain permettant l'exercice des activités humaines à travers l'espace. Elles comportent notamment les infrastructures de transport: voirie et stationnement, chemins de fer et métro, rivières, canaux et ports, aéroports...; les aménagements hydrauliques, énergétiques, de communication; les réseaux divers (eau, assainissement, électricité, gaz, téléphone); les espaces collectifs aménagés (parcs, jardins, cimetières, terrains de sport).

• *Habitat*: Cadre et conditions de vie d'une population en général, et en particulier mode de groupement des établissements humains. En milieu urbain, part du tissu bâti spécialement affecté au logement des habitants, et qui constitue en général la fonction essentielle des villes, associée ou non avec d'autres fonctions. La fonction de résidence revêt des formes extérieures, une structure interne et des modes d'occupation du sol extrêmement variés selon les régions, les villes et les quartiers. L'évolution de l'habitat s'inscrit dans l'aspect extérieur de la construction... La morphologie et l'évolution de l'habitat reflètent très largement celles des mentalités, des moyens d'existence et des modes de vie.

• *Quartier*: Fraction du territoire d'une ville, dotée d'une physionomie propre et caractérisée par des traits distinctifs lui conférant une certaine unité et une individualité. Dans certains cas, le nom de quartier peut être donné à une division administrative d'une ville, mais le plus souvent, le quartier est indépendant de toute limite administrative. On parle encore de quartier pour désigner la communauté des habitants d'une partie de la ville. Il n'existe pas de définition univoque et systématique du quartier, mais cette notion s'impose, le plus souvent, comme la résultante des mécanismes de différenciation morphologique, économique et sociale qui affectent les espaces urbains au fur et à mesure du développement des villes.

BIBLIOGRAPHIE

- BARATA M.M.C. [1973], *Formação histórica do Pará*, Belém, UFPa, Coleção Amazônica, Serie José Veríssimo.
- BATES H.W. [1944], *O Naturalista no rio Amazonas*, São Paulo, Cia, Editória Nacional, 2 vol.
- BELÉM, PREFEITURA MUNICIPAL, Lei 7.682 de 5 de janeiro de 1994, Dispõe sobre a Regionalização administrativa do município de Belém, delimitando os respectivos espaços territoriais dos Distritos Administrativos, in *Diário Oficial do município de Belém*, Belém, 7680.
- BELÉM, PREFEITURA MUNICIPAL, Lei 7.806 de 30 de julho de 1996, Delimita as áreas que compõem os bairros de Belém e dá outras providências, in *Diário Oficial do município de Belém*, Belém, 7721.
- CEPEDA F. [1895], *Estados unidos del Brasil*, Rio de Janeiro, Tip, La Academica.
- COHAB-PA, COMPANHIA DE HABITAÇÃO DO PARÁ [1995], *Plano plurianual de trabalho, 1996-1999*, Belém.
- CRUZ E. [1973], *História de Belém*, Belém, Universidade Federal do Pará, Coleção Amazônica, 491 p., 2 vol.
- ESSOR-APACC [1997], *Rapport intermédiaire de réalisation, troisième année août 1996-juillet 1997*, soutien Formation Réalisation, Belém.
- MARC A. [1890], *Le Brésil, excursion à travers ses 20 provinces*, Paris, d'Angello-Ferrão, 474 p.
- MERLIN P., CHOAY F. [1988], *Le Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, Paris, Puf, 723 p.
- PENTEADO A.R. [1968], *Belém, Estudo de geografia urbana*, Belém, Universidade Federal do Pará, Coleção Amazônica, Serie José Veríssimo, 2 vol.
- RECLUS É. [1900], *Estados unidos do Brasil*, Rio de Janeiro, Liv. Garnier.
- REIS A.C.F. [1972], *Síntese da História do Pará*, Belém, Amazônia Edições Culturais Ltda.